Une recherche en partenariat au service de l'action contre les risques

Entretien avec Robert d'Ercole

Alexis Sierra

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/12329>

DOI : [10.4000/echogeo.12329](https://doi.org/10.4000/echogeo.12329)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Alexis Sierra, « Une recherche en partenariat au service de l'action contre les risques », *EchoGéo* [En ligne], 15 | 2011, mis en ligne le 11 avril 2011, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12329> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.12329>

Ce document a été généré automatiquement le 3 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Une recherche en partenariat au service de l'action contre les risques

Entretien avec Robert d'Ercole

Alexis Sierra

- 1 Robert D'Ercole est directeur de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, ex-ORSTOM). Spécialiste de la géographie des risques, il a été un des pionniers en France de l'étude géographique des vulnérabilités en réalisant sa thèse de doctorat à partir de la région du volcan Cotopaxi en Equateur. Depuis le milieu des années quatre-vingt, il travaille sur des terrains à l'étranger en particulier en Amérique latine, à la fois comme enseignant-chercheur (Université des Antilles et de la Guyane, puis Université de Savoie), comme chercheur (Institut Français d'Etudes Andines – IFEA-, Bureau de Recherches Géologiques et Minières –BRGM- et IRD) et comme expert pour des institutions françaises et étrangères. Il a effectué des séjours de longue durée en Equateur et au Pérou pour l'IFEA et l'IRD et de nombreuses missions pour le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), le Centre International pour la Formation et les Echanges en Géosciences (CIFEG), le Comité Supérieur d'Evaluation des Risques Volcaniques du Ministère de l'Environnement (CSERV), l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et diverses ONG internationales. Il est actuellement affecté au Pérou et dirige depuis 2006 le programme PACIVUR (Programme andin de formation et de recherche sur la vulnérabilité et les risques en milieu urbain).
- 2 - Alexis Sierra (AS). Robert D'Ercole, bonjour. Comme géographe, vous avez une riche expérience de travail en partenariat à l'étranger. Quels sont les différents terrains sur lesquels vous avez mené vos recherches et avec quelles institutions ?
- 3 - Robert D'Ercole (RDE). Mon premier terrain étranger fut l'Equateur. J'y ai effectué des voyages exploratoires en 1985 et en 1986 alors que j'étais professeur d'histoire et géographie dans le secondaire. Je m'y suis installé de 1987 à 1989 en tant que pensionnaire de l'Institut Français d'Etudes Andines, en partenariat avec la *Defensa Civil*¹ équatorienne. Ce fut le terrain de mes recherches doctorales sur la vulnérabilité des populations exposées au volcan Cotopaxi et sur la cartographie de cette

vulnérabilité. J'ai effectué un deuxième séjour en Equateur de 2000 à 2004 comme chercheur de l'IRD, pour mener un programme intitulé « Système d'Information et Risques dans le District Métropolitain de Quito » en convention avec la municipalité de Quito. Entre ces deux séjours, j'ai réalisé plusieurs missions d'expertise et/ou de recherche pour le BRGM², le CIFEG³, le CSERV⁴ ou encore ECHO⁵ : dans plusieurs pays de l'Amérique centrale et de la Caraïbe, en Equateur, en Colombie, au Chili, au Mexique, aux Philippines, au Japon, aux Etats-Unis. En Amérique centrale et dans la Caraïbe, j'ai en particulier dirigé un diagnostic régional pour ECHO afin que l'Union Européenne puisse lancer des programmes de préparation aux catastrophes (programmes DIPECHO⁶).

4 - AS. Dans le cadre des expertises que vous avez menées, quelles étaient les institutions locales avec lesquelles vous deviez travailler ?

5 - RDE. De manière générale, les institutions étaient celles qui étaient en charge de la connaissance et la gestion des risques mais elles pouvaient varier suivant le type de mission.

En Colombie, lors de ma première mission réalisée en 1990 en tant que spécialiste de vulnérabilité sociale, j'avais travaillé étroitement avec InGeominas⁷, l'équivalent du BRGM, notamment pour réaliser une enquête de perception du risque sismique près de 10 ans après le séisme de Popayan de 1983.

Pour leur part, les missions réalisées pour le CSERV visaient à observer en direct la gestion de crises volcaniques afin d'en tirer parti pour la gestion de nos propres volcans (Montagne Pelée, Soufrière, Piton de la Fournaise). Les missions (Montserrat, Mexique, Japon, Hawaii) étaient généralement assurées par des spécialistes en sismologie ou vulcanologie provenant de différents organismes (BRGM, IPGP...). Chacun avait son réseau pour être accueilli sur place et nous avions donc comme principaux interlocuteurs les instituts géophysiques, de sismologie, de vulcanologie de ces pays. Comme nous y allions en période de crise, sous le feu de l'action, nous étions toujours en relation avec les organismes de sécurité civile locale.

En ce qui concerne le diagnostic pour ECHO en Amérique centrale et dans la Caraïbe, 13 pays furent visités et les interlocuteurs furent plus variés incluant, outre les instituts scientifiques et la protection civile, les autorités politiques et administratives, les organismes internationaux, les ONG, etc.

6 - AS. Aussi bien du côté français que du côté étranger, plusieurs de ces institutions relèvent des sciences « dures ». En quoi un géographe comme vous les intéressait-ils ?

7 - RDE. Les institutions spécialistes de sciences de la Terre ne font guère de distinction au sein des sciences sociales : dit de manière caricaturale, les géographes sont assimilés aux sociologues, aux économistes, aux anthropologues ou aux démographes. Les choses n'ont guère évolué durant les 20 dernières années. J'en veux pour preuve le prochain colloque national AFPS « Vers une maîtrise durable du risque sismique » (septembre 2011) qui propose 8 thèmes de réflexion dont un seul consacré aux sciences sociales libellé « aspects psycho-sociaux-économiques » ! En tant que géographe, c'est le seul espace que j'ai trouvé pour proposer une communication.

Certes, la géographie est identifiée par la pratique de la cartographie avec laquelle les sciences de la Terre sont familiarisées mais les sciences sociales sont vues globalement comme celles qui peuvent décrire un système de gestion des risques et des crises et apporter une connaissance sur la société exposée. Dans les missions pluridisciplinaires, il y a toujours LE spécialiste de « science sociale » sans que ce soit forcément un

géographe. Je me suis trouvé très souvent seul au milieu des sciences de la Terre. Mais ayant exercé un an au BRGM, j'étais un professionnel issu des sciences sociales habitué à travailler avec les volcanologues ou les sismologues.

8 - AS. Et vous, pourquoi avoir travaillé avec des Instituts représentant les sciences de la Terre ?

9 - RDE. J'ai eu davantage de contacts avec ce genre d'instituts que ce soit en Martinique avec le BRGM, à Quito avec l'Institut Géophysique de l'Equateur ou encore en Colombie avec Ingeominas parce que dans les années 1980 c'étaient les seules institutions qui, à leur manière, travaillaient sur les risques. Au départ du moins, il n'y avait personne d'autre. En Amérique latine, les sciences sociales sont venues après, avec le groupe de La RED⁸ qui n'était pas un milieu facile, qui était peu ouvert. Ces derniers ont en effet défendu une vision radicale, coupée des sciences de la Terre, qui les a conduit à s'affirmer de manière indépendante. J'ai jugé, pour ma part, qu'il était préférable de rester en contact avec les acteurs qui produisaient de la connaissance débouchant sur des prises de décision, tout en effectuant une recherche différente, centrée sur l'approche territoriale de la vulnérabilité. Cela offrait davantage de possibilités de la partager et de la valoriser.

Outre l'IFEA, les premières institutions à promouvoir ma recherche furent le CIFEG (dirigé alors par Jean-Claude Napias) et le BRGM (avec Philippe Masure comme responsable du département Environnement et Risques), deux institutions pourtant éloignées des sciences sociales. Lors d'un séminaire sur la cartographie du risque volcanique organisé par ces deux organismes au Costa Rica en 1991, ma communication sur la cartographie de la vulnérabilité des populations, une première du genre, fut particulièrement bien reçue par le public, essentiellement composé de volcanologues et géophysiciens latino-américains et français. Cela m'a valu dans les années qui suivirent de nouer des relations étroites avec le CIFEG et le BRGM et de réaliser de nombreuses missions pour leur compte.

Cette relation privilégiée avec les sciences de la Terre s'est poursuivie jusqu'à nos jours. Dans le dernier projet que j'ai dirigé au Pérou (projet SIRAD) nous avons collaboré avec l'Institut Géophysique du Pérou (IGP). Ceci dit, depuis les années 90 j'ai élargi les partenariats... mais sans avoir jamais bâti de convention avec des géographes.

10 - AS. Vous semblez avoir privilégié des partenariats institutionnels plutôt qu'académiques, pourquoi ?

11 - RDE. La plupart des conventions que j'ai contribué à bâtir ont reflété le souci de mener une recherche appliquée, la plus utile selon moi dès lors que l'on travaille sur des questions de risques et de vulnérabilité. La plus utile également pour mener une solide réflexion théorique comme nous avons pu le démontrer avec le programme « Système d'Information et Risques dans le District Métropolitain de Quito » en reformulant le concept de risque.

Par ailleurs, même quand il s'agissait officiellement d'une stricte coopération de recherche, dans les faits, l'expertise a souvent été à l'origine de mes recherches et la formation, y compris hors du cadre académique, a toujours été présente. En situation d'expatriation, il est difficile de cloisonner recherche, expertise et formation.

12 Comme je le disais, je n'ai jamais construit de conventions avec des géographes et des facultés de géographie. J'ai toujours eu besoin d'une recherche qui se développe au plus près des acteurs de la gestion des risques (municipalités, protection civile, ONG, etc.), et de me confronter aux situations vécues. J'ai cependant collaboré avec de nombreuses

universités, et en particulier avec leurs départements de géographie, dans le cadre de programmes de formations. J'ai ainsi encadré des étudiants intégrés dans mes programmes de recherche ou organisé des ateliers de jeunes chercheurs comme les ateliers sur la vulnérabilité urbaine tenus à La Paz en 2007, à Quito en 2008 et à Lima en 2009 auxquels participaient, outre les étudiants, des chercheurs de l'IRD, des universitaires des trois pays du programme PACIVUR et des universitaires français.

- 13 L'autre raison qui explique l'absence de convention de recherche avec les géographes équatoriens ou péruviens est la faiblesse même (voire l'inexistence) de la recherche géographique sur les risques et la vulnérabilité réalisée dans les universités. C'était le cas en France dans les années 1980, c'est toujours le cas dans la plupart des pays latino-américains. Au Pérou, par exemple, en caricaturant un peu, le géographe est un faiseur de cartes au service d'un architecte-urbaniste. Celui qui pense, c'est l'architecte, pas le géographe.

Il était donc préférable de travailler avec les facultés de géographie depuis l'extérieur, depuis les institutions telles que les municipalités, les protections civiles ou encore les ONG, demandeuses de recherches, de connaissances et de recommandations. J'ai toujours pu introduire des étudiants dans ces institutions, notamment des géographes, mais pas exclusivement.

- 14 - AS. Le fait d'être géographe entraine-t-il en ligne de compte dans la construction de vos partenariats ?
- 15 - RDE. En 1987, la première chose que la Protection Civile de l'Equateur m'a demandé avant de signer ma première convention, fut de montrer concrètement ce que je savais faire, ce que je pouvais apporter à l'institution. Les aléas du Cotopaxi, notamment volcano-glaciaires, étaient connus, les zones exposées également et ce n'était pas sur ce terrain que l'on m'attendait. C'est pourquoi je suis parti en Colombie durant plusieurs semaines pour essayer de m'imprégner le plus possible de la catastrophe liée à l'éruption du Nevado del Ruiz en novembre 1985 et surtout des vulnérabilités qui en furent à l'origine. A cette époque le concept de vulnérabilité était méconnu en Equateur, très peu développé ailleurs. En rentrant en Equateur, j'ai fait une conférence devant le comité interinstitutionnel de Protection Civile mettant en parallèle la catastrophe du Nevado del Ruiz et les risques potentiels encourus par la région du Cotopaxi compte tenu d'une vulnérabilité qui non seulement devait être évaluée mais aussi cartographiée. Les portes de l'institution se sont alors ouvertes et la collaboration, fructueuse, a duré plus de deux ans. Ce qui avait joué n'était pas le fait d'être géographe mais celui de proposer des connaissances nouvelles et potentiellement utiles.
- 16 Les choses se sont souvent déroulées de la même manière par la suite : avant de bâtir une convention il a fallu convaincre qu'une recherche menée en sciences sociales (qu'il s'agisse de géographie ou de toute autre discipline) pouvait apporter un regard nouveau sur les risques et surtout des solutions nouvelles. Il y a peu de temps encore, avant de signer une convention avec l'Institut Métropolitain de Planification du Pérou (IMP) et l'Institut Péruvien de Protection Civile (INDECI), il m'a fallu faire des conférences sur les recherches menées entre 1999 et 2004 sur la vulnérabilité à Quito. Nous ne sommes plus au stade où les institutions acceptent n'importe quel type de partenariat s'il ne répond pas à leurs besoins. Le fait d'être géographe était secondaire. C'est au chercheur de montrer, dans le cadre de la collaboration, l'utilité de l'approche géographique du risque.
- 17 - AS. Qu'est ce qui vous apparaît essentiel dans la construction d'un partenariat ?

- 18 - RDE. Ce qui est important en premier lieu, c'est la qualité de l'individu ou de l'équipe qui se propose pour le partenariat. Il faut donner des garanties en montrant ce que l'on sait faire concrètement, et l'expérience qui justifie ce savoir-faire. Il faut être à même de se caler sur les besoins locaux sans pour autant négliger ses propres centres d'intérêt. L'exercice n'est pas toujours facile mais indispensable pour que chacun puisse trouver y son compte. La qualité de l'individu et de l'équipe englobe également le respect qui est dû au partenaire, respect de son mode de pensée, respect des différences. Le respect passe aussi par une restitution la plus complète possible des travaux réalisés en collaboration. C'est ainsi que j'ai publié plusieurs ouvrages en espagnol afin que les recherches réalisées puissent être plus facilement utilisées par le partenaire et divulguées dans le pays.

Ensuite, appartenir à une institution comme l'IRD (et avant l'ORSTOM) est une clé majeure pour la construction d'un partenariat car dans les pays où il existe une représentation, c'est une institution connue, reconnue et digne de confiance.

Le troisième critère qui joue favorablement est le fait d'appartenir à une institution française, la France ayant bonne cote dans la plupart des pays latino-américains.

Le fait d'être géographe est largement secondaire pour la construction du partenariat, c'est en tout cas ainsi que j'ai vécu les choses. En revanche, la qualité de géographe prend progressivement du sens et de la valeur avec le partenaire avec l'avancement des travaux de terrains et les premiers résultats. Ce que la géographie pouvait apporter à l'étude des risques, dans ses dimensions sociales et territoriales, a très souvent été une découverte pour les partenaires... et une joie pour le chercheur lorsqu'il s'estime en phase avec les besoins de son interlocuteur.

Durant ma carrière, il y eut des moments forts durant lesquels l'apport de la géographie a clairement émergé. Ce fut le cas avec la mise en place du système d'information géographique pour la connaissance et la gestion des risques dans le District Metropolitain de Quito. C'était un projet novateur aussi bien dans ses outils que sur le plan conceptuel. Par sa manière d'approcher la vulnérabilité et le risque, en privilégiant les enjeux territoriaux et non les aléas, il ne pouvait être mené que par des géographes et les partenaires en ont été conscients.

C'est le succès de ce programme de recherche qui nous a permis, quelques années plus tard, d'être sélectionnés par le PNUD, ECHO et INDECI pour réaliser à Lima le projet SIRAD⁹. Ce programme a permis d'explorer les dimensions spatiales de la gestion des crises en articulant l'offre (les ressources de gestion de crise) et la demande (les espaces vulnérables). Il a permis, dans un monde où l'approche spatiale est souvent au second plan, de montrer ce que le géographe pouvait apporter en matière de gestion de crise, comme quelques années plus tôt, à Quito, à propos de planification préventive urbaine. Lors de la simulation d'un grand séisme accompagné d'un tsunami à Lima, en novembre dernier, j'ai été frappé par l'absence de tout document cartographique dans la salle de gestion de crise où siégeait le comité opérationnel d'urgence nationale (COEN) et où je me trouvais en tant qu'observateur. Comment des décideurs peuvent-ils gérer une grande crise sans carte ? L'exercice a largement montré les faiblesses de la méthode et d'une simulation insuffisamment préparée.

- 19 - AS. Y a-t-il des pays dans lesquels l'approche spatiale, l'utilisation de cartes était plus développées que dans d'autres où l'approche spatiale est totalement étrangère ?
- 20 - RDE. D'abord la géographie ce n'est pas que la production de carte. C'est aussi un mode de pensée. Nous avons approché différemment la gestion des risques et des crises

et, en partant du fonctionnement territorial, analysé de manière différente les vulnérabilités d'une ville. Savoir ce qui est essentiel pour un fonctionnement urbain, que c'est là la base du risque, n'était pas une manière de penser habituelle. Avant, il y avait certes des cartes, notamment d'aléas, puisque c'est généralement de cela dont on parlait dès lors que l'on touchait au risque, mais cette approche spatiale partielle se faisait sans véritable réflexion : on considérait comme acquis que le point de départ c'était l'aléa, les zones exposées, puis, dans un deuxième temps on pouvait voir ce qu'il y avait de vulnérable à l'intérieur de ces zones. On oubliait par exemple, que par effet de dépendance, de nombreux enjeux territoriaux pouvaient ne plus être en mesure de fonctionner en cas de survenue d'un phénomène dommageable (inondation, éruption, explosion...) tout en étant situés en dehors des zones affectées. Je crois que pour renverser la vapeur, et réfléchir autrement, il fallait être géographe... ou peut-être militaire ! Le général Paco Moncayo, maire de Quito, nous avait fait noter que nous avions adopté un raisonnement quasi militaire car nous réfléchissions en termes de priorités d'action. Et cela à partir de l'identification et de l'analyse de la vulnérabilité d'éléments stratégiques du fonctionnement urbain qui lui étaient familiers (hôpitaux, station de traitement des eaux, voies de communication, casernes de pompiers, lieux de décision...). Dans une ville comme Quito, concernée par toute une série d'aléas naturels et anthropiques, les pistes d'action étaient très (trop) nombreuses et notre recherche a permis de les cibler tout en restant indépendant de tel ou tel aléa. Déboucher sur les lieux prioritaires d'action pour réduire la vulnérabilité de l'ensemble de la ville était quelque chose de particulièrement attractif pour un élu, notamment de formation militaire. Nous avons ainsi montré qu'en agissant sur moins de 5 % de la superficie du territoire on pouvait résoudre 90 % des problèmes liés à des risques d'origine naturelle ou anthropique : une efficacité, du moins théorique, qui n'était pas démontrée par d'autres approches¹⁰.

- 21 De la même manière nous avons ensuite travaillé à Lima en nous focalisant sur les enjeux de la gestion de crise et leur vulnérabilité. Nous n'avons pas eu la chance d'avoir eu à faire à un maire aussi « géographe » que celui de Quito mais nos interlocuteurs ont particulièrement apprécié notre approche par l'enjeu débouchant sur des pistes d'actions concrètes, rapides et souvent peu coûteuses.
- 22 - AS. Dans le cas des expertises, cette approche géographique, spatiale et sociale, était-elle facilement acceptée par les partenaires locaux ou se faisait-elle grâce à la caution des sciences de la Terre ?
- 23 - RDE. Au début, j'ai eu besoin de cette caution et j'étais largement dépendant des sciences de la Terre pour pouvoir m'exprimer. Les choses ont progressivement changé. Le projet SIRAD était un projet sur la gestion des risques dirigé par des spécialistes de sciences sociales. Dans le cadre de ce projet, nous avons sollicité la collaboration des sciences de la Terre pour travailler sur certains aspects. Tout le contraire de ce qui s'était produit lors de ma première expérience d'expertise, en 1990. J'étais alors parti avec le BRGM qui faisait une étude sur la microzonage sismique dans la ville de Popayán en Colombie. A l'époque, on commençait à penser qu'il convenait d'incorporer les sciences sociales dans les études de risque pour des approches qui, de fait, n'étaient pluridisciplinaires que de nom. Les projets avant-gardistes avaient donc une petite coloration en sciences sociales mais pas plus. Dans le cadre de cette mission, j'ai écrit, comme convenu, un rapport pour le BRGM sur la situation sociale dans la zone d'étude mais, j'en ai profité pour faire une recherche sur la perception du risque sismique près

de 10 ans après le séisme de Popayán. Cette étude n'était pas demandée par le BRGM et c'est presque clandestinement que je l'ai proposée à son partenaire colombien Ingeominas, qui a trouvé l'idée intéressante au point de m'aider en fournissant des enquêteurs...

- 24 - AS. ... Il y a donc eu une part d'informalité, qui a permis une relation étroite avec des partenaires locaux...
- 25 - RDE. ... Plutôt que d'informalité, je parlerais d'opportunité. J'ai essayé de tirer profit de toutes les occasions qui m'étaient offertes (en particulier les expertises) pour m'engager dans des recherches géographiques sur les risques. Les interlocuteurs n'étaient pas a priori réceptifs à ce genre d'étude car ils n'en connaissaient pas les potentialités. De plus, le risque touche à de nombreux domaines et la géographie peut apparaître comme secondaire. Mais en même temps, ces interlocuteurs étaient assez faciles à convaincre dès lors que la pertinence de la recherche proposée était démontrée. Je me suis trouvé très souvent dans cette situation. J'ai déjà évoqué le séminaire sur la cartographie du risque volcanique au Costa Rica en 1991 qui a beaucoup compté dans ma carrière grâce aux relations professionnelles développées par la suite avec le CIFEG et le BRGM. Je m'étais imposé dans ce séminaire sans avoir été invité. Ce fut une opportunité saisie au bon moment et au bon endroit.
- 26 Dans certains pays comme le Pérou, le géographe doit faire davantage d'efforts pour convaincre. En Equateur, ce fut plus facile en raison d'une longue tradition de coopération entre l'ORSTOM et la municipalité de Quito, avec des partenaires qui étaient encore en place après plusieurs années et qui avaient appris à connaître et travailler avec des chercheurs français, en particulier des géographes. Ce fut notamment le cas durant les années 1980 avec le programme « Atlas Infographique de Quito ».
- 27 - AS. En évoquant le partenariat avec la municipalité de Quito, vous rappelez que plusieurs chercheurs français, souvent géographes, s'y sont succédés. On imagine que la durée et la continuité sont des conditions essentielles à une collaboration scientifique utile et fructueuse.
- 28 - RDE. La continuité du partenariat est fondamentale. A Quito, il y avait eu une longue collaboration de l'ORSTOM et de la municipalité, avec la réalisation de l'Atlas infographique mais également d'autres programmes, ce qui a facilité la réalisation d'une nouvelle convention de recherche dans laquelle je me suis trouvé impliqué à partir de 1999. Toute une génération d'Equatoriens a été formée auprès de l'ORSTOM puis de l'IRD. L'instabilité est une épée de Damoclès. Dans certains cas, les postes peuvent être remis en cause et la situation devient inconfortable. Ce fut le cas du partenariat avec l'Institut Métropolitain de Planification (IMP) à Lima où notre principal interlocuteur pouvait voir son contrat interrompu chaque année. La même situation inconfortable se renouvelle aujourd'hui avec la Protection Civile Nationale qui subit une réforme : les fonctionnaires du département de prévention avec lesquels nous travaillons ne seront peut-être plus en poste dans quelques semaines. A Quito, au contraire, j'ai connu une situation certainement exceptionnelle avec une stabilité des interlocuteurs, des responsables administratifs et des techniciens davantage intégrés à la recherche que nous réalisions. Les méthodes et les idées sont restées, forgées sur la durée et consolidées par la qualité des relations humaines qui ont été nouées.
- 29 A l'avenir il sera difficile de réaliser une recherche aussi près d'un partenaire opérationnel tel que la municipalité de Quito, l'IRD privilégiant une recherche qualifiée

« d'excellence » concernant avant tout les universités et les centres de recherche. Je pense que c'est une erreur de vouloir généraliser une manière de concevoir la recherche sans prendre en compte la particularité de la thématique, le lieu et la sensibilité des chercheurs. En 2003, le directeur du DSF¹¹ nous avait rendu visite à Quito et avait déclaré « Je ne pensais pas que l'on pouvait faire de la bonne recherche avec une municipalité ». Nous avons effectivement montré que non seulement les méthodes que nous proposons, développées avec le partenaire, étaient novatrices, mais également qu'elles permettaient de remonter aux concepts et ainsi articuler de manière efficace la recherche appliquée et la recherche fondamentale.

- 30 - AS. Est-il facile de concilier l'implication dans des recherches avec des partenaires à l'étranger et l'appartenance à des laboratoires de recherches français ?
- 31 - RDE. Il n'y a théoriquement pas de problème pour concilier les deux dans la mesure où les activités avec les partenaires à l'étranger et avec les laboratoires de recherche français ne se situent pas sur le même registre. Il est cependant difficile de donner le même poids au deux, le risque étant de ne pas pouvoir optimiser le temps d'expatriation. Les activités d'échanges et de recherche, collectives au sein du laboratoire français, peuvent exiger une forte mobilisation de la part du chercheur. Ceci dit, j'ai toujours largement privilégié l'activité de recherche à l'étranger lorsque je me trouvais en situation d'expatriation. Surtout lorsqu'il s'agissait de diriger des équipes de recherche sur place, mais aussi de trouver des financements, leur obtention supposant une forte implication préalable dans le pays d'accueil. Avant d'être sélectionnée et financée pour réaliser le projet SIRAD, l'équipe PACIVUR a dû jouer de patience pour être reconnue au Pérou comme une équipe incontournable dans le domaine de la vulnérabilité et des risques. Cette reconnaissance est aussi liée à la signature de trois conventions en 5 ans, depuis 2006 (avec la Communauté Andine – CAN-, l'IMP et l'INDECI) et à la réalisation d'un ouvrage sur les vulnérabilités urbaines dans les pays andins réalisé en collaboration avec l'IFEA¹².
- 32 Ceci me permet de souligner que le programme PACIVUR a également bénéficié de partenariats français à l'étranger. Le rôle de l'Institut Français d'Etudes Andines a été fondamental car il nous a fait bénéficier de ses réseaux, de ses possibilités de financements d'étudiants péruviens, équatoriens, boliviens et français, de publication, en particulier avec le Bulletin de l'IFEA, et d'organisation d'ateliers et de séminaires.
- 33 - AS. Existe-t-il un risque de néocolonialisme ou du moins vos expériences se sont-elles heurtées à ce type de reproche de la part des partenaires locaux ?
- 34 - RDE. Il y a vingt ans, les capacités de certains pays étaient si faibles, que ce que nous propositions en matière d'activités de recherche était dans l'ensemble facilement accepté. Maintenant, la situation a changé. Les pays du Sud développent des partenariats multiples et ne souhaitent pas maintenir les partenariats peu productifs, à moins que ces derniers n'apportent des financements, ce qui n'est pas le cas d'un institut de recherche comme l'IRD qui n'a que les compétences de ses chercheurs à proposer. De plus, la capacité de recherche de ces pays a augmenté. De ce fait, ils tendent à privilégier les projets qui leur permettent d'obtenir des financements internationaux, soit avec des équipes nationales ou des équipes mixtes (locaux, étrangers) constituées dans le cadre de conventions. La coopération est aujourd'hui plus ciblée et privilégie leurs intérêts, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant. L'exigence est en même temps plus grande. Au Pérou, l'Agence Péruvienne de Coopération Internationale (APCI) est en charge du suivi de toute forme de

coopération, y compris la recherche. Des rapports annuels d'activités sont à fournir et les financements à justifier. Les partenaires sont consultés sur la qualité du partenariat et sur le respect des objectifs et des procédures. Les visas des expatriés sont conditionnés par leurs rapports.

35 - AS. Pour finir, pourriez-vous nous exposer une de vos plus belles expériences de recherche en partenariat ?

36 - RDE. Il y en a eu plusieurs. L'une d'entre elles est le jour où ECHO a découvert la géographie ! Lors de la réalisation des diagnostics préalables aux programmes DIPECHO, nous étions deux équipes à travailler en parallèle. Une équipe anglo-hollandaise s'occupait de l'Asie du Sud-Est et du Bangladesh ; quant à moi, je dirigeais une équipe travaillant sur l'Amérique centrale et la Caraïbe, composée de membres de l'Université des Antilles et de la Guyane, de l'Université de Savoie et du CRED (Université de Louvain). L'équipe anglo-hollandaise n'avait pas d'approche directement spatiale et n'avait pas réalisé de cartes contrairement à nous. ECHO n'utilisait d'ailleurs pas de carte à l'époque, hormis des cartes de localisation. Or, quand nous avons remis notre rapport, les bailleurs de fonds ont découvert l'intérêt de l'approche cartographique et spatiale, avec notamment des cartes régionales de vulnérabilité. Du coup, il nous a été demandé de compléter l'étude réalisée sur l'Asie du Sud-Est et le Bangladesh par une cartographie de la vulnérabilité et du risque aux échelles régionale et nationales.

Par la suite, j'ai souvent été sollicité par ECHO, lors de séminaires régionaux en Amérique Latine, pour montrer l'intérêt de la cartographie dans la connaissance et la gestion des risques et pour tenter de bâtir des liens entre la cartographie dite scientifique et la cartographie participative élaborée avec les populations locales dans le cadre des projets DIPECHO.

37 De manière générale, les plus belles expériences de recherche en partenariat ont eu lieu en Equateur. Comme je l'ai expliqué, les relations avec la municipalité de Quito furent excellentes et permirent de réaliser une recherche de qualité adaptée aux besoins. Cependant, ma plus belle expérience est peut-être liée à une recherche réalisée en marge du programme mené officiellement à Quito, avec comme partenaire des ONG (COOPI et Oxfam-GB) et ECHO, pour produire un ouvrage qui, par la suite a permis d'orienter les financements de projets de préparation aux catastrophes¹³. Huit ans après sa publication, l'ouvrage est toujours utilisé par les ONG, les organismes internationaux et les bailleurs de fond. C'est un exemple de recherche faite sans contrainte (aucune convention lourde), avec sérieux, avec une équipe d'amis compétents (loin des grandes équipes de recherches actuelles où la recherche est souvent déshumanisée) et avec des résultats dépassant toutes les espérances.

38 - AS. Nous revenons ainsi sur cette part d'informalité ouvrant des perspectives inattendues quand on parvient à la fois à saisir des opportunités et à construire des réseaux variés, sans *a priori*. Nous concluons donc cet entretien, sur cette belle expérience scientifique et humaine, en vous remerciant pour nous avoir donné l'occasion de voyager et de réfléchir aux difficultés et aux potentialités du géographe expatrié.

NOTES

1. Institution équivalente de la protection civile française.
 2. Bureau de Recherches Géologiques et Minières.
 3. Centre International pour la Formation et les Echanges en Géosciences.
 4. Comité Supérieur d'Évaluation des Risques Volcaniques du Ministère de l'Environnement.
 5. Office d'aide humanitaire de la Commission européenne.
 6. Disaster Preparedness of European Commission's Humanitarian Aid department, programmes de préparation aux catastrophes du service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) lancés en 1996.
 7. Instituto Colombiano de Geología y Minería.
 8. Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina.
 9. Sistema de Información Geográfico y análisis de recursos esenciales para la respuesta y recuperación temprana ante la ocurrencia de un sismo y/o tsunami en el área metropolitana de Lima y Callao. ou, pour simplifier "Système d'Information sur les ressources de gestion des crises à Lima". Parmi les productions, une importante base de données sur les ressources de gestion de crise, un logiciel de consultation de ces données via Internet et un ouvrage de réflexion sur ces ressources, leurs faiblesses et la vulnérabilité du système de gestion des crises dans la capitale péruvienne. :
D'Ercole R., Metzger P., Robert J., Hardy S., Gluski-Chraïbi P., Vernier P., Sierra A., Perfettini H., Guillier B. (2011) - *Recursos de respuesta inmediata y de recuperación temprana ante la ocurrencia de un sismo y/o tsunami en Lima Metropolitana y Callao* – Estudio SIRAD IRD / COOPI, Proyecto Preparación ante desastre sísmico y/o tsunami y recuperación temprana en Lima y Callao, INDECI, PNUD, ECHO, Lima, Perú, 178 p.
 10. Voir en particulier les ouvrages suivants :
- D'Ercole R., Metzger P., 2002. *Los lugares esenciales del Distrito Metropolitano de Quito*. Colección Quito Metropolitano, MDMQ-IRD, Quito, Ecuador, 226 p.
- D'Ercole R., Metzger P., 2004. *Vulnerabilidad del Distrito Metropolitano de Quito*. Colección Quito Metropolitano, MDMQ-IRD, Quito, Ecuador, 496 p.
 11. Département Soutien et Formation de l'IRD.
 12. D'Ercole R., Hardy S., Robert J., Merzger P. (éd.), 2009. *Vulnerabilidades urbanas en los países andinos. Número temático del Bulletin de l'IFEA*, tome 38, n° 3, p. 401-976.
 13. D'Ercole R., Trujillo M. (ed.), 2003. *Amenazas, vulnerabilidad, capacidades y riesgo en el Ecuador. Los desastres, un reto para el desarrollo*. COOPI, Oxfam GB, IRD, Quito, Ecuador, 225 p.
-

AUTEUR

ALEXIS SIERRA

Alexis Sierra est maître de conférences en géographie à l'université Cergy-Pontoise-IUFM.
alexissierra2001@yahoo.fr